



## La quinzaine nordique

© DG Trésor

N° 171 du 1er mars 2019

### Pays Nordiques

**Davos nordique.** *Impact Summit Åre*, parrainé par Google, la fondation Norrskan et le quotidien économique Dagens Industri notamment, fête ses 10 ans et a pour ambition de progressivement devenir le « Davos » nordique avec une attention spécifique portée à l'entrepreneuriat social et l'investissement durable.

**Bocuse d'or.** Les Nordiques continuent à dominer cette compétition gastronomique de renommée mondiale qui se tient tous les deux ans. La dernière édition s'est tenue à Lyon et le podium fut une nouvelle fois intégralement nordique (comme en 2011) avec le Danemark en tête (le chef Kenneth Toft-Hansen), suivie de la Suède et de la Norvège. La France a remporté le trophée à 8 reprises, la Norvège 5 fois, contre deux fois pour le Danemark et une fois pour la Suède. Depuis 1991, au moins un pays nordique monte chaque année sur le podium du Bocuse d'Or, ce qui illustre l'importance accordée les pays de la zone à cette compétition faisant l'objet d'une préparation minutieuse fortement relayée par la presse locale. Depuis 2009, quatre chefs nordiques ont remporté le Bocuse d'Or.

#### Les lauréats depuis 2015

| OR   | ARGENT   | BRONZE   |
|--|--|--|
| <br>DANEMARK<br>Kenneth TOFT-HANSEN   | <br>SUEDE<br>Sebastian ÖGBRAND              | <br>NORVÈGE<br>Christian André PETERSEN |
| <br>ÉTATS-UNIS<br>Matthew PETERS      | <br>NORVÈGE<br>Christopher William DAVIDSEN | <br>ISLANDE<br>Vátnir ANDRÉSSON         |
| <br>NORVÈGE<br>Ole-Jørgen JOHANNESSEN | <br>ÉTATS-UNIS<br>Philip TRISLER            | <br>SUEDE<br>Tommy MYLLEMAR             |

### Danemark

**Tour de France 2021 : les trois premières étapes au Danemark.** Le directeur de la Grande Boucle, Christian Prudhomme, est venu annoncer à la « nation cycliste », en compagnie du Premier ministre, Lars Løkke Rasmussen, du maire de Copenhague, Kristian Jensen, ainsi que du ministre de l'Industrie, Rasmus Jarlov, qu'elle accueillerait le départ du Tour de France 2021. L'ensemble du territoire danois sera traversé par les coureurs : une première étape contre-la-montre aura lieu dans les rues de Copenhague, une deuxième étape reliera les villes de Roskilde et de Nyborg (île de Fionie) en empruntant les ouvrages d'art du *Storebælt* (18km avec deux ponts et une liaison ferroviaire, livrée par Vinci en 1996) et une troisième étape dans le Jutland, entre les villes de Vejle et de Sønderborg. Si le Danemark prévoit d'investir 12 M€ pour accueillir le Tour, le pays mise sur les nombreuses retombées économiques de l'évènement sportif. La municipalité de Copenhague prendra en charge 35% (3,4 M€) des coûts, tandis que le ministère de l'Industrie contribuera à hauteur de 2 M€ ; les autres communes et régions des villes de départ et d'accueil apporteront le reste.

**Moyens de paiements.** Le *Danish Payments Council*, sous l'égide de la banque centrale danoise, a publié une série d'études sur l'évolution des coûts (utilisation des ressources par les parties prenantes d'une transaction : payeur, receveur, intermédiaire) générés par les paiements C2B au Danemark entre 2009 et 2016. En 2016, deux milliards de transactions C2B ont été effectuées, soit une augmentation de 16% par rapport à 2009, mais les coûts ont diminué de 1% à 0,5% du PIB (1,5 Mds€). Ceci s'explique notamment par la baisse de l'utilisation des espèces, de 41% des transactions en 2009 à 21% en 2016, auxquelles s'est substituée la carte bancaire Dankort (système national) passé de 47% à 71% des transactions. C'est en effet le moyen de paiement générant les plus faibles coûts par transaction (montant moyen de 263 DKK, soit 35€), même si le virement bancaire (en ligne ou via les applications mobiles) reste très prisé pour les montants plus élevés (en moyenne 7 840 DKK par transaction, soit 1 051€). Par ailleurs, l'utilisation du paiement sans contact a progressé, passant de 9% des transactions par carte bancaire en 2016 à 50% en 2018, de même que de plus en plus de transactions C2B sont effectuées via le paiement mobile (MobilePay).

**Emploi.** Le nombre d'étrangers employés sur le marché du travail danois a progressé de 7,5% en 2018 pour atteindre un record historique de 215 314 travailleurs (dont 30 000 dans l'industrie), selon Dansk Metal. D'après le gouvernement danois, 137 900 d'entre eux proviennent des pays de l'Union européenne, soit 8 000 personnes de plus qu'en 2017, parmi lesquelles environ 5 000 sont originaires d'Europe de l'Est. Les Polonais forment le premier groupe d'expatriés européens au Danemark où ils sont 27 000 (+1 250). Par ailleurs, le nombre d'étrangers employés au Danemark d'origine extra-UE a augmenté de 7 000 personnes entre 2017 et 2018, représentant en tout 77 400 travailleurs. Dans un contexte de manque de main d'œuvre sur le marché danois, le gouvernement souhaite faciliter la venue d'un plus grand nombre de travailleurs qualifiés originaires de l'extérieur de l'UE, en diminuant le seuil légal de salaire à 350 000 DKK (47 000€).

### Finlande

**Nucléaire.** L'autorité de sûreté nucléaire finlandaise (*STUK*) a annoncé le 25 février que l'énergéticien *Teollisuuden Voima* (TVO) pouvait désormais demander au gouvernement finlandais la licence d'exploitation pour le réacteur de type EPR d'*Olkiluoto 3*. La construction de ce troisième réacteur a connu de nombreux retards : selon le dernier calendrier, la



La quinzaine nordique – 1er mars 2019 © DG Trésor

mise en service commerciale du réacteur devrait avoir lieu en janvier 2020. Pour mémoire, à la suite d'un accord en mars 2018, l'opérateur TVO et les constructeurs se sont accordés sur des indemnités d'un montant de 450 M€ pour le retard actuel et sur des indemnités supplémentaires au cas où le réacteur ne serait pas opérationnel à la date convenue. STUK considère qu'il n'y a pas d'obstacle à la délivrance de la licence d'exploitation par le gouvernement. Toutefois, avant la phase de chargement du combustible, prévue pour juin 2019, l'autorité devra encore mener des inspections pour vérifier qu'un problème de vibrations excessives dans une partie du circuit primaire a bien été résolu.

**Réforme des services de santé.** La commission finlandaise des affaires constitutionnelles a rendu son rapport sur la réforme des services sociaux et de santé. Elle a relevé une vingtaine de points qui nécessitent d'être précisés avant un vote au Parlement. De ce fait, il est possible que la réforme ne puisse être votée avant la fin de la législature (dernière réunion du Parlement le 15 mars et la clôture du dépôt des projets le 5 mars). En outre, une incertitude demeure quant à un soutien du Parlement depuis que des députés du groupe des Bleus (membre de la coalition gouvernementale) ont annoncé qu'ils ne soutenaient plus la réforme des services sociaux de la santé. L'opposition a de son côté souligné que la protection des établissements publics (prévue dans le projet de réforme en cas de faillite) fausserait la concurrence avec les entreprises privées et est donc incompatible avec le droit européen de la concurrence. La commission des lois constitutionnelles se déclare incompétente pour juger de cet aspect et précise qu'il revient au gouvernement finlandais de demander l'avis de la Commission européenne pour s'assurer que ce projet d'ouverture à la concurrence des services sociaux et de santé ne va pas à l'encontre du droit communautaire.

**Transport maritime.** L'association des armateurs finlandais souhaite augmenter le quota de main-d'œuvre étrangère pour le porter à 75%, alors que les conditions actuelles limitent ce pourcentage à un tiers de l'équipage de chaque navire. Selon les propriétaires des principales lignes de navigation, cette décision est nécessaire pour que le secteur reste compétitif sur le marché mondial et permettrait l'extension de la marine marchande finlandaise, ainsi que la création de nouveaux emplois. Cependant, l'association finlandaise d'ingénieurs (SKL) considère que cette décision entraînerait la perte d'environ 900 emplois pour les travailleurs finlandais du secteur. SKL a appelé à une grève générale qui pourrait débuter le 9 mars 2019 et devrait perturber le commerce extérieur finlandais, dont environ 85% des exportations et importations sont acheminées par voie maritime.

## Islande

**Brexit.** Le ministère des Affaires étrangères a publié le 14 février un plan stratégique pour se préparer à une sortie du Royaume-Uni de l'UE sans accord. Ce plan en 20 étapes devrait permettre à l'Islande de minimiser les risques liés à une sortie sèche du Royaume-Uni de l'UE qui affecterait différents accords tarifaires et l'accès au marché britannique.

**Pêche.** Le 19 février 2019, le ministre islandais de l'Agriculture et de la Pêche a annoncé sa décision d'autoriser la poursuite des activités de chasse à la baleine pour la période 2019-2023. Sur la base des analyses produites par l'Institut islandais de recherche marine, les totaux admissibles de captures annuels pour les deux espèces concernées sont fixés à 209 pour les rorquals communs (fin whales) et à 217 pour les petits rorquals (minke whales).

**Transport.** Strætó, la société islandaise de transports publics pour la ville de Reykjavik et son agglomération, renouvelle une partie de sa flotte de bus. Elle doit lancer un appel d'offres pour cinq bus à hydrogène qui devront être mis en service d'ici la fin de cette année et remplaceront les bus actuels fonctionnant au diesel. En 2018 Strætó a obtenu un budget de 95 MISK (environ 700 000 €) de l'UE pour acquérir des bus à hydrogène. L'hydrogène utilisé par ces bus sera produit en Islande dans la centrale géothermique d'Hellisheidi. En 2017, Strætó a acquis 9 bus électriques auprès de la compagnie chinoise Yutong, dont l'utilisation n'est toutefois pas optimale en raison de leur faible autonomie (encore davantage réduite sous l'effet du gel). La société s'intéresse également à l'achat de bus à méthane lorsque les centres de compostage de Sorpa (société de traitement des déchets dans la région capitale) seront en mesure d'en produire en quantité suffisante.

**Espace Economique Européen.** Kristjan Thor Juliusson, le ministre de l'Agriculture et de la Pêche a soumis un projet de loi autorisant l'importation de viande crue, d'œufs non stérilisés et d'autres produits dérivés. Ce projet de loi répond aux conclusions de la Cour suprême islandaise et de la Cour de justice de l'AELE considérant que l'actuel système d'autorisation islandais d'importation de ces produits enfreignait la législation de l'EEE. Selon un communiqué du ministère, le but de ce projet de loi est de garantir la sécurité des aliments et la protection du bétail islandais, tout en prenant des mesures pour améliorer la compétitivité de la production alimentaire en Islande.

**Négociations salariales.** Les négociations en cours entre les représentants du patronat et des principaux syndicats islandais sous l'arbitrage du Médiateur social semblent actuellement bloquées. Quatre syndicats ont décidé de rompre leur participation aux discussions salariales pour s'engager dans une grève prévue le 8 mars et qui devrait principalement affecter les entreprises dans les domaines de l'hôtellerie et du tourisme.

## Norvège

**Excédent commercial.** L'excédent commercial de la Norvège ressort à 28,8 Mds NOK (2,9 Mds€) en 2018, affichant un recul de 7,1% selon des chiffres officiels publiés par l'Institut national de statistique SSB. Le pays a vu ses exportations progresser de 3,5%, en dépit d'une baisse de 5,5% des ventes de pétrole, compensée par la hausse des exportations de



La quinzaine nordique – 1er mars 2019 © DG Trésor

gaz naturel de 8,2%. Les importations ont augmenté plus rapidement (+9,5%), entraînant la contraction de l'excédent. Hors hydrocarbures et transport maritime, la balance commerciale affiche un déficit de 16,8 Mds NOK (1,7 Md€).

**Stratégie Océan.** Le ministre du Commerce et de l'Industrie, Torbjørn Røe Isaksen, a annoncé que le gouvernement mettrait à jour sa Stratégie Océan, publiée en 2017 (New Growth, Proud History). Plus adaptée aux défis actuels et prenant en compte les nouvelles opportunités de l'économie bleue, cette nouvelle stratégie maritime sera présentée d'ici l'été 2019. Dans le budget du gouvernement pour 2019, 1 Md NOK (102 M€) est alloué à la politique des océans, qui englobe aussi bien la prospection de réserves d'hydrocarbures offshore que la lutte contre la pollution marine.

**Crabe des neiges.** La Cour suprême norvégienne a confirmé l'amende infligée au bateau letton qui pêchait le crabe des neiges autour du Svalbard, un revers pour l'UE qui s'estime habilitée à accorder des licences de pêche dans cet archipel de l'Arctique sans l'aval d'Oslo. La question de l'accès égal aux ressources de l'Arctique pour tous les Etats de l'UE, toujours en suspens, est d'autant plus sensible qu'elle pourrait avoir un impact sur la gestion d'autres ressources, notamment le pétrole, susceptibles de reposer dans ces fonds sous-marins.

**Aquaculture.** Les autorités européennes de la concurrence ont procédé le 19 février à des perquisitions dans des fermes d'élevage de saumons de plusieurs pays de l'Union européenne dans le cadre d'une enquête pour entente présumée. Plusieurs entreprises norvégiennes ont annoncé être concernées par ces perquisitions et vont transmettre toutes les informations nécessaires aux autorités européennes. Ainsi, Mowi (anciennement Marine Harvest), premier producteur mondial de saumons d'élevage, a précisé que deux de ses sites avaient été visés, un en Ecosse et un autre aux Pays-Bas. Les entreprises Grieg Seafood et SalMa ont révélé que des perquisitions avaient été menées dans leurs fermes respectives en Ecosse. Parmi les autres grands éleveurs norvégiens, Norway Royal Salmon ne serait pas concerné.

## Suède

**TVA sur les publications numériques.** Le ministère suédois des Finances vient d'annoncer que la TVA sur les publications numériques passera de 25% à 6% dès le 1<sup>er</sup> juillet 2019. Cette mesure fait suite à la décision du Conseil Ecofin d'octobre 2018 qui donne la possibilité aux pays d'harmoniser le taux de TVA des publications qu'elles soient numériques ou non.

**Inflation vs SEK.** L'indice du prix à la consommation a été plus faible que prévu en janvier 2019 (1,9% en glissement annuel), ce qui a entraîné une nouvelle dépréciation la couronne suédoise, tombée à 10,61 SEK/€ à la mi-février (-4% depuis le début de l'année). L'inflation sous-jacente (principale cible de la Banque de Suède/Riksbank) a, pour sa part, atteint 2% en glissement annuel, loin des 2,3% attendus par les marchés financiers locaux et des 2,4% prévus récemment par la Riksbank. La banque HSBC estime, pour sa part, que la dépréciation de la couronne suédoise pourrait se poursuivre pour atteindre 11,30 SEK/€ en fin d'année (0,09 SEK/€), soit un niveau comparable au niveau enregistré au pire de la crise financière internationale en 2009.

**Green Tax shift.** Le gouvernement suédois vient d'annoncer les premières mesures fiscales qui lui permettront de mettre en œuvre une réforme historique de la fiscalité environnementale : 1,5 Md€ de nouvelles recettes fiscales vertes devront être créées au cours du mandat 2018-2022 et reversées dans leur intégralité aux ménages et aux entreprises sous la forme de baisses de l'impôt sur le revenu et de la fiscalité des entreprises. Le choix des autorités se porte à ce stade uniquement sur une augmentation des taxes environnementales existantes : hausses de la taxe carbone mais seulement pour le secteur industriel de la cogénération et le secteur minier, taxe sur les produits chimiques des appareils électroniques, etc. Ces hausses ont des impacts faibles sur les ménages modestes et n'ont pas suscité d'oppositions particulières dans le débat public.

**Ericsson.** Le groupe suédois vient d'annoncer l'achat (finalisé au 3<sup>ème</sup> trimestre) du fabricant allemand d'antennes réseau Kathrein (qui était jusque-là l'un de ses sous-traitants) ; le montant n'a toutefois pas été rendu public. Environ 4 000 employés vont ainsi être intégrés dans la branche équipement réseau (Networks). Cet achat illustre la conviction du PDG, Börje Ekholm, selon laquelle la bataille pour le développement de la 5G va se jouer sur la qualité des infrastructures réseau.

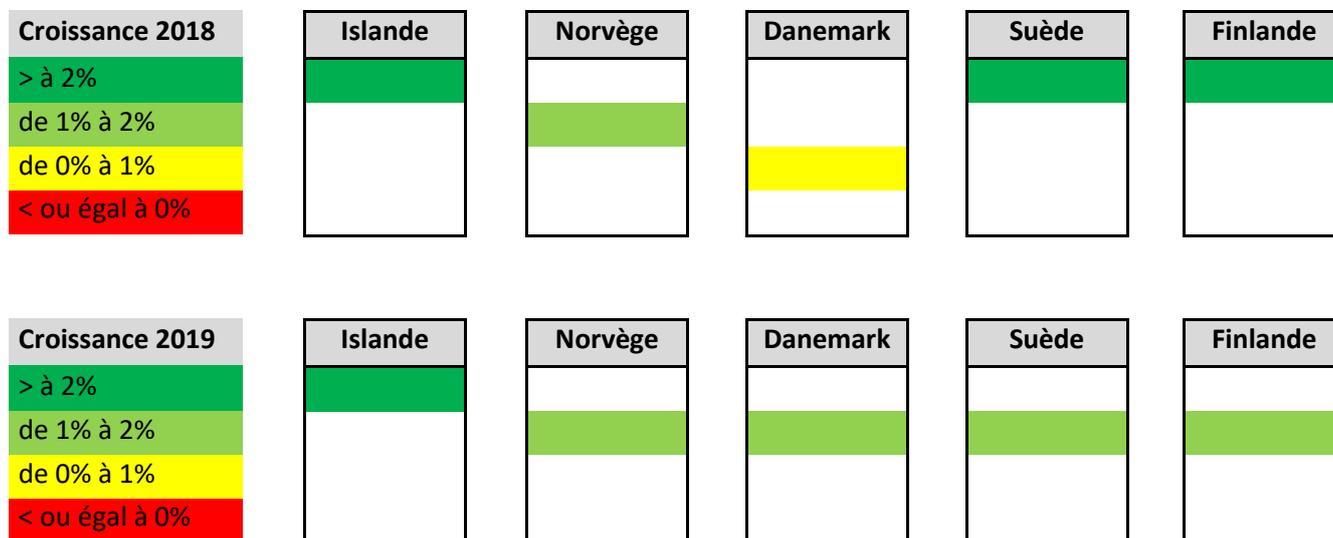
**Routes électrifiées.** La Suède a été le 1<sup>er</sup> pays au monde à mettre en service une portion d'autoroute électrifiée à Gävleborg en août 2016. Depuis, une nouvelle E-Road a été ouverte sur un trajet captif en 2017. Un rail électrifié dans le bitume permet de recharger les camions postaux (technologie qui pourrait être élargie aux voitures particulières) entre l'aéroport de Stockholm et le centre de tri postal de Rosenberg. Parmi les projets en cours figurent une autre expérimentation d'alimentation électrique par le sol à Göteborg, ainsi qu'une route électrique inductive, envisagée à Gotland par le consortium ElectRoad.

**Trottinettes électriques.** L'expansion des trottinettes électriques suédoises en libre-service Voi Technology se poursuit rapidement et elle est déployée depuis décembre 2018 dans les rues de Paris. La trottinette Voi est également disponible à Stockholm, Göteborg, mais aussi à Madrid, Saragosse et Malaga. En 2019 l'entreprise va aussi se développer dans le Benelux, en Italie, en Allemagne, en Norvège et au Portugal. A l'origine de Voi, on trouve des étudiants de l'Ecole polytechnique de Stockholm (KTH).



La quinzaine nordique – 1er mars 2019 © DG Trésor

## 1. Prévisions de croissance pour les pays nordiques



Source : Commission Européenne, prévisions d'hiver (février 2019)

|                         | Danemark |      | Finlande |      | Norvège |      | Suède |      | Islande |      |
|-------------------------|----------|------|----------|------|---------|------|-------|------|---------|------|
|                         | 2018     | 2019 | 2018     | 2019 | 2018    | 2019 | 2018  | 2019 | 2018    | 2019 |
| PIB                     |          |      |          |      |         |      |       |      |         |      |
| Gouvernement            | 1,9      | 1,7  | 3,0      | 1,7  | 1,7     | 2,3  | 2,5   | 2,1  | -       | -    |
| Banque centrale         | 1,3      | 1,8  | 2,9      | 2,2  | 1,7     | 2,0  | 2,2   | 1,3  | 4,3     | 1,8  |
| Institut stat./conj**** | 1,3      | 2,4  | 2,8      | 2,4  | 1,4     | 2,4  | 2,2   | 1,3  | 3,8     | 2,5  |
| Commission*             | 0,8      | 1,6  | 2,5      | 1,9  | 1,7     | 1,9  | 2,2   | 1,3  | 3,4     | 3,1  |
| FMI**                   | 2,0      | 1,9  | 2,6      | 1,8  | 2,1     | 1,9  | 2,2   | 2,0  | 3,7     | 2,9  |
| OCDE***                 | 1,2      | 1,9  | 2,8      | 1,8  | 1,6     | 1,9  | 2,5   | 1,9  | 3,8     | 2,8  |
| SEB                     | 1,1      | 2,0  | 2,3      | 1,9  | 2,1     | 2,5  | 2,2   | 1,6  | -       | -    |
| Nordea                  | 0,9      | 1,8  | 2,3      | 1,5  | 2,5     | 2,6  | 2,3   | 1,0  | -       | -    |
| Danske Bank             | 1,0      | 2,0  | 1,7      | 1,5  | 2,2     | 2,6  | 2,2   | 1,4  | -       | -    |

Source :

\* Prévisions d'hiver (février 2019)

\*\* World Economic Outlook (octobre 2018)

\*\*\* Perspectives économiques (novembre 2018)

\*\*\*\* Suède : Konjunkturinstitutet (KI), Danemark : Conseil des Sages, Norvège : SSB, Finlande : ETLA, Islande : Statice

Code couleur des mises à jour :

**En gras** : mise à jour sans changement

**En rouge** : dégradation

**En vert** : amélioration



## 2. Autres indicateurs macroéconomiques

|                | Danemark |      | Finlande |      | Norvège |      | Suède |      | Islande |      |
|----------------|----------|------|----------|------|---------|------|-------|------|---------|------|
|                | 2018     | 2019 | 2018     | 2019 | 2018    | 2019 | 2018  | 2019 | 2018    | 2019 |
| Déficit public |          |      |          |      |         |      |       |      |         |      |
| Gouvernement   | -0,3     | 0,2  | -0,7     | -0,3 | 3,9     | -    | 1,0   | 1,0  | -       | -    |
| Commission*    | 0,2      | -0,1 | -0,8     | -0,2 | 5,1     | 5,0  | 1,1   | 0,9  | 1,3     | 1,0  |
| FMI**          | -0,7     | -0,5 | -0,9     | -0,6 | 5,7     | 5,7  | 0,8   | 0,6  | 0,7     | 0,5  |
| OCDE***        | 0,0      | -0,3 | -0,6     | 0,0  | 5,3     | 5,4  | 1,2   | 1,2  | 1,3     | 1,3  |

|                | Danemark |      | Finlande |      | Norvège |      | Suède |      | Islande |      |
|----------------|----------|------|----------|------|---------|------|-------|------|---------|------|
|                | 2018     | 2019 | 2018     | 2019 | 2018    | 2019 | 2018  | 2019 | 2018    | 2019 |
| Dette publique |          |      |          |      |         |      |       |      |         |      |
| Gouvernement   | 35,4     | 34,6 | 59,9     | 59,1 | -       | -    | 37,7  | 34,3 | -       | -    |
| Commission*    | 33,3     | 32,2 | 59,8     | 58,5 | 31,8    | 30,4 | 37,8  | 35,5 | 41,0    | 38,8 |
| FMI**          | 34,7     | 34,0 | 60,3     | 59,6 | 36,4    | 36,4 | 37,9  | 34,5 | 33,8    | 31,4 |

|                   | Danemark |      | Finlande |      | Norvège |      | Suède |      | Islande |      |
|-------------------|----------|------|----------|------|---------|------|-------|------|---------|------|
|                   | 2018     | 2019 | 2018     | 2019 | 2018    | 2019 | 2018  | 2019 | 2018    | 2019 |
| Autres            |          |      |          |      |         |      |       |      |         |      |
| inflation (IPCH)* | 0,8      | 1,5  | 1,2      | 1,6  | 3,0     | 2,3  | 2,1   | 1,9  | -       | -    |
| cons. privée*     | 2,3      | 2,2  | 2,4      | 2,1  | 2,3     | 1,8  | 2,4   | 2,3  | 5,4     | 4,0  |
| chômage (BIT)*    | 5,2      | 4,9  | 7,8      | 7,2  | 3,4     | 3,2  | 6,3   | 6,2  | 2,9     | 3,1  |

## Source :

 \* *Prévisions d'automne (novembre 2018)*

 \*\* *World Economic Outlook (octobre 2018)*

 \*\*\* *Perspectives économiques (novembre 2018)*

 \*\*\*\* *Suède : Konjunkturinstitutet (KI), Danemark : Conseil des Sages, Norvège : SSB, Finlande : ETLA, Islande : Statis*
**Code couleur des mises à jour :**
**En gras :** mise à jour sans changement

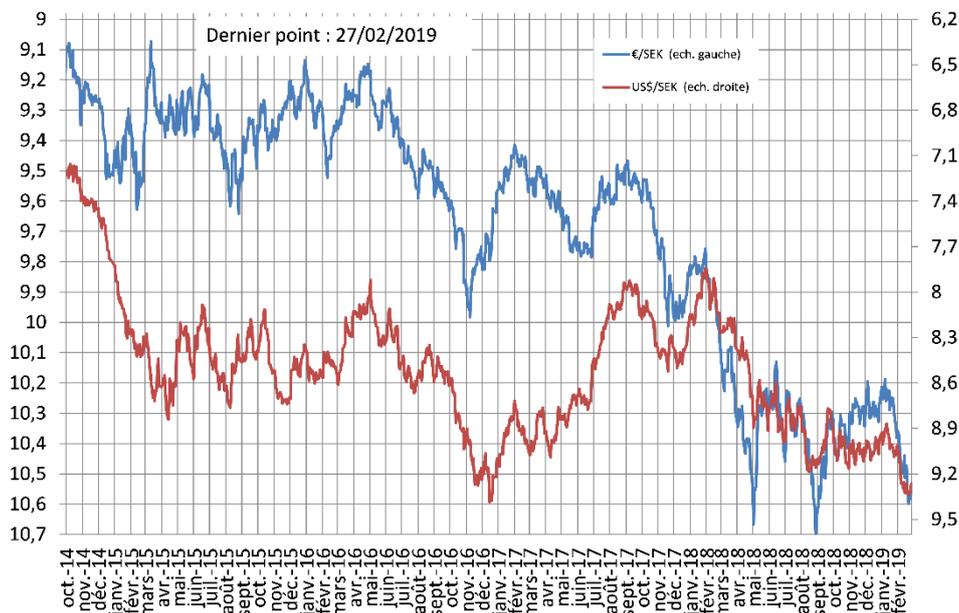
**En rouge :** dégradation

**En vert :** amélioration

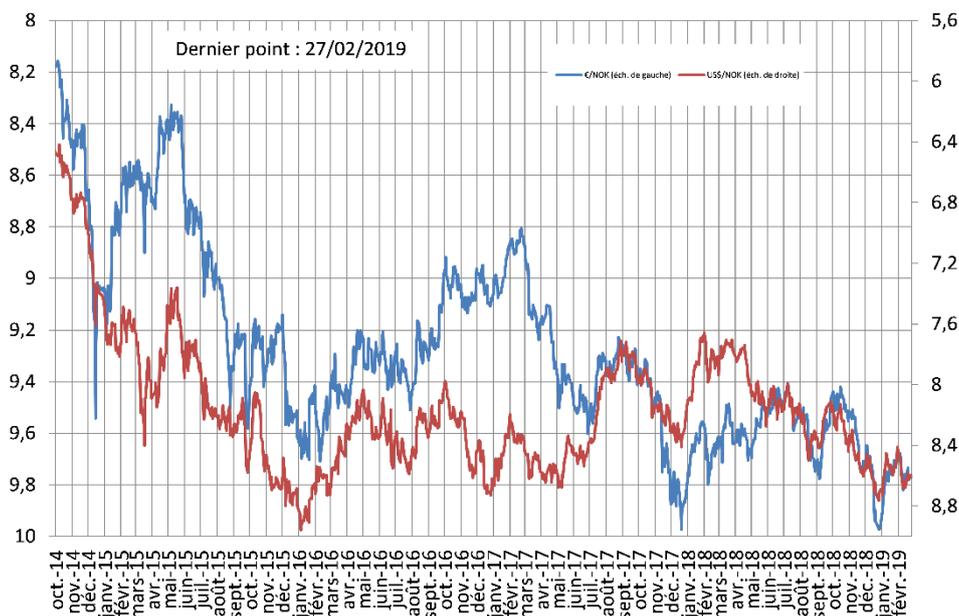


### 3. Evolution des taux de change

#### Couronne suédoise



#### Couronne norvégienne



#### Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique (adresser les demandes à [eric.duedal@dgtresor.gouv.fr](mailto:eric.duedal@dgtresor.gouv.fr)).

#### Clause de non-responsabilité

Le Service Économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Directeur de la publication : Eric Duedal (Chef du SER)

Revu par : Romain Saudrais (Conseiller financier)

Service Économique Régional (SER) de Stockholm

Ambassade de France en Suède

Adresse : Storgatan 11 // 114 44 Stockholm

Avec les contributions des Services Économiques de Copenhague (M. Bouteiller, M. Valeur, J-T. Pénet, I. Saragosa), Helsinki (P. Pouliquen, L. Vihinen, I. Ezzeddine), Oslo (S. Morvan, J. Castay), de l'ambassade de France en Islande (G. Gallot) et du Service Économique Régional de Stockholm (F. Lemaître, J. Grosjean, R. Saudrais, F. Caudron, N. Valin).